

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3070

4 décembre 2013

### SOMMAIRE

agri.capital Group S.A. ....	147360	MAX CO Investment S.à r.l. ....	147318
CCG International ....	147359	"MAZE" Sàrl ....	147319
Cooper Holdings II, S.à r.l. ....	147349	Meltemi Investments S.A. ....	147319
Harlequin Enterprises II B.V./ S.à.r.l. ....	147326	Menaco Invest S.A. ....	147317
HCI S.A. ....	147326	Metissage S.à r.l. ....	147320
Hermance S.à.r.l. ....	147326	MexSpa Invest S.A. ....	147314
Hubbell Holdco Luxembourg S.à r.l. ....	147326	MexSpa Participations S.A. ....	147314
Hypo European S.A. ....	147325	Microsoft MOPR Holdings Luxembourg S.à	
Ikopart 1 ....	147326	r.l. ....	147314
Kariako S.A. ....	147323	Millewee S.A. ....	147318
Kariako S.A. ....	147323	MK Immobilière de Herborn S.à r.l. ....	147320
Kilima One Lodge S.à r.l. ....	147325	Monitor Clipper Partners Investments	
Kite Holdings S.à r.l. ....	147325	(SARL) SICAR ....	147315
Klötze ....	147325	Muenzgasse S.à r.l. ....	147315
Kolodziej-Hoffmann S.A. ....	147323	Nauheim Estates ....	147322
Laboratoires Réunis S.A. ....	147324	Nestor Lux 2007 S.à r.l. ....	147321
Lagadol S.A. ....	147324	Neuheim Lux Group Holding V ....	147320
Lemwerder ....	147324	NG Luxembourg 4 S.à r.l. ....	147322
Lucrece S.à r.l. ....	147323	NGS Partners ....	147322
Luminaires Francis Ney S.A. ....	147325	Numetech Coatings S.A. ....	147321
Luxembourg Chassis Montages S.à.r.l. en		OMNIUM TECHNIC BUILDING OPERA-	
abrégé L.C.M S.à r.l. ....	147324	TIONS Europäische Gesellschaft für die	
Macoma S.A. ....	147315	Leistungs- und Kostenoptimierung ge-	
Magellan Investment S.A. ....	147316	bäudetechnischer Anlagen ....	147320
Magellan Investment S.A. ....	147316	Oudenaarde Immobilier ....	147314
Maharani S.à r.l. ....	147316	Paul Capital IX Investments, S.à r.l. ....	147321
Malago Sàrl ....	147315	Petroceltic S.à r.l. ....	147321
Malago Sàrl ....	147317	Pferdemarkt S.à r.l. ....	147321
Mare S.A. ....	147317	PMV Luxembourg S. à r. l. ....	147319
Marlow S.à r.l. ....	147316	ProLogis France XXX Sàrl ....	147323
Marsh Invest S.A. ....	147317	ProLogis Netherlands XIX S.à r.l. ....	147320
Marsh Invest S.A. ....	147318	Santo Spirito ....	147322
Marth Invest S.à r.l. ....	147319	Three Hills Partners S.A. ....	147327
Marth Invest S.à r.l. ....	147318	Three Hills Partners Sàrl ....	147327
Massena S.A., SPF ....	147318	West & Orient Invest S.à r.l. ....	147359

**MexSpa Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 90.568.

## EXTRAIT

L'Assemblée Générale des actionnaires de la Société a décidé en date du 31 octobre 2013 de renouveler le mandat de la société Porma S.à r.l. en tant qu'administrateur de classe A de la Société, avec effet immédiat et pour une durée allant jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société appelée à approuver les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2017 et qui devra se tenir en 2018.

Pour Extrait.

La société

Référence de publication: 2013154254/14.

(130189120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**MexSpa Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 90.569.

## EXTRAIT

L'Assemblée Générale des actionnaires de la Société a décidé en date du 31 octobre 2013 de renouveler le mandat de la société Porma S.à r.l. en tant qu'administrateur de classe A de la Société, avec effet immédiat et pour une durée allant jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société appelée à approuver les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2017 et qui devra se tenir en 2018.

Pour Extrait

La société

Référence de publication: 2013154255/14.

(130189121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Microsoft MOPR Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 168.610.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013154256/10.

(130188584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Oudenaarde Immobilier, Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 169.034.

## EXTRAIT

Avec effet au 4 novembre 2013, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg de la société anonyme Oudenaarde Immobilier enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B169034.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2013.

CAPITA FIDUCIARY S.A.

Signatures

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2013154308/16.

(130188963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Monitor Clipper Partners Investments (SARL) SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 101.711.

—  
**RECTIFICATIF**

Suite à une erreur matérielle survenue dans la publication datée du 6 août 2013, et déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 9 août 2013, sous la référence L130140486:

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 3 juillet 2013, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013154258/17.

(130188661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Muenzgasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 136.143.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013154260/15.

(130188713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Macoma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1126 Luxembourg, 2, rue d'Amsterdam.

R.C.S. Luxembourg B 157.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MACOMA S.A.*

*FIDUCIAIRE DES PME SA*

Référence de publication: 2013154261/11.

(130188465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Malago Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3642 Kayl, 14, rue Biermecht.

R.C.S. Luxembourg B 75.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MALAGO Sàrl*

*FIDUCIAIRE DES PME SA*

Référence de publication: 2013154265/11.

(130188645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Magellan Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 125.038.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013154262/10.

(130188550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Magellan Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 125.038.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 5 novembre 2013 que:

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de MONTBRUN RÉVISION S.à r.l.:

\* Gestman S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 37378 avec siège social au 23, rue Aldringen  
- L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013154263/15.

(130188551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Maharani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 11, rue du Brill.  
R.C.S. Luxembourg B 142.784.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013154264/14.

(130188569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Marlow S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 120.753.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré  
au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013154268/15.

(130188719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Malago Saràl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3642 Kayl, 14, rue Biermecht.

R.C.S. Luxembourg B 75.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MALAGO Saràl*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013154266/11.

(130188665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Mare S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 61.782.

Lors du Conseil d'administration tenu le 23 octobre 2013 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Luca Checchinato de sa fonction d'administrateur et Président avec effet immédiat;

- de coopter comme nouvel administrateur et Président, avec effet immédiat, Monsieur Emmanuel Briganti, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour extrait conforme*

MARE S.A.

Société Anonyme

Giovanni Spasiano / Marco Gostoli

Référence de publication: 2013154267/18.

(130189119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Marsh Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.284.

**EXTRAIT**

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

MARSH INVEST S.A.

*Le conseil d'Administration*

Référence de publication: 2013154269/13.

(130188578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Menaco Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MENACO INVEST S.A.

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013154278/12.

(130188572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**MAX CO Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 158.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154274/9.

(130189073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Massena S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 40.777.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013154273/10.

(130188843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Marth Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 15, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 138.842.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 6 novembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013154272/10.

(130189091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Marsh Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.284.

## EXTRAIT

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

MARSH INVEST S.A.

*Le conseil d'Administration*

Référence de publication: 2013154270/13.

(130188579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Millewee S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 162.174.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

*Un gérant*

Référence de publication: 2013154284/12.

(130189122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Marth Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 15, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 138.842.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 6 novembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013154271/10.

(130189090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**"MAZE" Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activité.

R.C.S. Luxembourg B 110.554.

Suite à la fusion de la société Fidomes S.A. et la société Trident Fund Services (Luxembourg) S.A., l'associé de la société a changé.

Le nouvel associé est TRIDENT TRUST COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B148461 avec siège social au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 5 novembre 2013.

Référence de publication: 2013154275/14.

(130188489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Meltemi Investments S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 95.871.

Par la présente, Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en sa qualité de domiciliataire, dénonce, avec effet immédiat, le siège social de la société MELTEMI INVESTMENTS S.A. immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95871 et ayant son siège social au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Représentée par Gérard Becquer

Référence de publication: 2013154277/13.

(130188730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**PMV Luxembourg S. à r. l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 115.117.325,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 100.759.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse professionnelle de tous les gérants de la Société a été modifié et est désormais:

- 3600, Av. Brigadeiro Faria Lima, Andar 14, 04.538-132 Sao Paulo, Brésil.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Amicorp Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Représente par M. Matthijs Bogers

Administrateur délégué

Référence de publication: 2013154360/17.

(130188587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**ProLogis Netherlands XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 71.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154340/9.

(130188784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Metissage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1814 Luxembourg, Coin rue du Parc et rue Irmine.

R.C.S. Luxembourg B 165.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 novembre 2013.

Référence de publication: 2013154280/10.

(130188615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**MK Immobilière de Herborn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6665 Herborn, 1, Fleeschgaass.

R.C.S. Luxembourg B 139.559.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05/11/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013154286/12.

(130188482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Neuheim Lux Group Holding V, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 8.624.430,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 novembre 2013.

Référence de publication: 2013154292/10.

(130188688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**OMNIUM TECHNIC BUILDING OPERATIONS Europäische Gesellschaft für die Leistungs- und Kostenoptimierung gebäudetechnischer Anlagen, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7-9, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 22.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 novembre 2013.

*Pour compte de Omnim Tech Building Operations*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013154312/13.

(130188691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.



**Paul Capital IX Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 141.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154320/9.

(130189137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Petroceltic S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 39.351.

La dénomination sociale actuelle du seul associé de la Société est Petroceltic Resources PLC.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154321/10.

(130189152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Pferdemarkt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 136.144.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013154322/15.

(130188673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Nestor Lux 2007 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 138.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154298/9.

(130188644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Numetech Coatings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 160.959.

**Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 25.09.2013**

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Chatin STANISLAV et de nommer la société FINPART S.A., L-3961 Ehlang-sur-Mess, 7A, Am Brill, B 92961 en tant que nouveau commissaire aux comptes pour une durée illimitée.

Pour Numetech Coatings s.a.

Référence de publication: 2013154295/11.

(130188836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**NGS Partners, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 158.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154303/9.

(130188807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**NG Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.900.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2013.

TMF (Luxembourg) S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013154302/14.

(130188669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Nauheim Estates, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.081.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013154297/15.

(130188705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Santo Spirito, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 52.450.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 3 septembre 2013*

1. Monsieur David GIANNETTI a démissionné de son mandat de gérant.

2. Madame Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SANTO SPIRITO

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013154410/16.

(130188682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**ProLogis France XXX Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154328/9.

(130188770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Kariako S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 121.619.

**EXTRAIT**

Par la présente, Monsieur Christophe ANTINORI, informe avoir démissionné en date du 7 octobre 2013 de son mandat d'administrateur de la société KARIAKO S.A., société anonyme, L-1660 Luxembourg, 30, Grand Rue, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B121619.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013154216/13.

(130189022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Kariako S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 121.619.

**EXTRAIT**

Par la présente, Monsieur Edouard MAIRE, informe avoir démissionné en date du 7 octobre 2013 de son mandat d'administrateur de la société KARIAKO S.A., société anonyme, L-1660 Luxembourg, 30, Grand Rue, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B121619.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013154217/13.

(130189022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Kolodziej-Hoffmann S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 1, Op der Haardt.

R.C.S. Luxembourg B 106.539.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013154220/10.

(130188648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Lucrece S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 100.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154246/9.

(130188528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Lagadol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 127.754.

---

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 08 octobre 2013 que:

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de MONTBRUN RÉVISION S.à r.l.:

- \* Gestman S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 37378 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.
- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013154234/15.

(130188554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Laboratoires Réunis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6131 Junglinster, 38, rue Hiehl.  
R.C.S. Luxembourg B 164.146.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013154233/14.

(130188566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Lemwerder, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 111.479.

---

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013154224/15.

(130188725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Luxembourg Chassis Montages S.à.r.l. en abrégé L.C.M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, 12, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 110.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013154250/10.

(130188622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**Kite Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 152.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

**MAZARS ATO**

Référence de publication: 2013154211/10.

(130188536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Klötze, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 111.478.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par la Gérance en date du 28 octobre 2013 que le siège social de la Société est transféré au 4a, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013154212/15.

(130188733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Kilima One Lodge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 179.059.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013154210/11.

(130188830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Luminaires Francis Ney S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7480 Tuntange, 29A, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 86.531.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154247/9.

(130188723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Hypo European S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 102.723.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154169/9.

(130188811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Harlequin Enterprises II B.V./ S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 11.576.600,00.**

Siège de direction effectif: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 117.523.

Les comptes annuels consolidés de Torstar Corporation au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 316 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Référence de publication: 2013154161/11.

(130188543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Hubbell Holdco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 177.330.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 11 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 août 2013.

Référence de publication: 2013154162/11.

(130188507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**HCI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.225.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 26 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013154164/11.

(130189099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Ikopart 1, Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 88.490.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2013154171/11.

(130188984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Hermance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.261.

Le Bilan au 30.06.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013154165/10.

(130188848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

**Three Hills Partners S.A., Société Anonyme,  
(anc. Three Hills Partners Sàrl).**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 179.984.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh of October.

Before the undersigned, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED**

Mauro Moretti, born on 17 July 1981 and having its address at 33, Redburn Street, GB - SW3 4DA London, United Kingdom,

here represented by Ms Sara LECOMTE, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London on 11 October 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Three Hills Partners S.à r.l." (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179984, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 28 August 2013, whose articles of association (the "Articles") have not been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations yet.

The sole shareholder shall resolve on the following agenda:

*Agenda*

1. decision to increase the Company's share capital by an amount of eighteen thousand five hundred euro (EUR 18,500.-), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) by contribution in cash, together with a share premium of an aggregate amount of seven thousand euro (EUR 7,000.-) by creating and issuing eighteen thousand five hundred (18,500) new shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each (referred as the "New Shares") and having the same rights and obligations as set out in the articles of association of the Company. Subscription and payment.

2. decision to change the legal form of the Company, in order to convert it from a private limited liability company ('société à responsabilité limitée' - S.à r.l.) to a public limited liability company ('société anonyme' - S.A.).

3. decision to acknowledge and approve the report established by FPS AUDIT S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159674 pursuant to articles 31-1, 32-1 et 26-1 (1) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

4. decision to change the name of the Company into "Three Hills Partners S.A.".

5. decision to create the following new classes of shares in the Company's share capital:

- the class 1 shares (the "Class 1 Shares");
- the class 2 shares (the "Class 2 Shares");
- the class 3 shares (the "Class 3 Shares");
- the class 4 shares (the "Class 4 Shares");
- the class 5 shares (the "Class 5 Shares");
- the class 6 shares (the "Class 6 Shares");
- the class 7 shares (the "Class 7 Shares");
- the class 8 shares (the "Class 8 Shares");
- the class 9 shares (the "Class 9 Shares"); and
- the class 10 shares (the "Class 10 Shares");

with a par value of one euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations as set out in the articles of association of the Company as amended by the following resolutions.

6. decision to convert the thirty-one thousand (31,000) existing shares of one euro (EUR 1.-) each into:

- three thousand one hundred (3,100) Class 1 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 2 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 3 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 4 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 5 Shares;



- three thousand one hundred (3,100) Class 6 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 7 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 8 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 9 Shares; and
- three thousand one hundred (3,100) Class 10 Shares.

7. decision to fix the date of the annual general meeting of the shareholder(s), each year, on the last Monday of June at 10 a.m.

8. decision to grant to the board of directors of the Company the right to increase the share capital by limiting or withdrawing the preferential right of existing shareholders to subscribe for 10 new class of shares with a nominal value of EUR 1.-each and with or without an issue premium and having the rights described in the authorized share capital clause.

9. declaration of the Shareholder that it has received the special report of the board of directors of the Company foreseen by Article 32-3 (5) of the 1915 Law, to waive its preferential subscription rights with respect to the increase of the issued capital within the limits of the authorised share capital and decision to accept this special report of the board of directors of the Company and to acknowledge its renunciation of its preferential subscription rights in case of increase of the issued share capital within the limits of the authorised capital.

10. decision to insert a new article 5.2 in the Articles which shall be read as follows:

**" 5.2.**

5.2.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is two hundred thousand euro (EUR 200,000.-).

5.2.2 The Board of Directors is authorised to issue Shares ("Board Issued Shares") up to the limit of the Authorised Capital from time to time subject as follows:

(a) the above authorisation will expire five years after 11 October 2013 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

(b) the Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Board Issued Shares and may issue the Board Issued Shares to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine, subject to the 1915 Law.

5.2.3 The Board of Directors is authorised to:

(a) do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued Share capital made pursuant to Article 5.2.2;

(b) take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

(c) delegate to any Director or officer of the Company, or to any other person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Board Issued Shares and enacting any issue of Board Issued Shares before a notary."

11. decision to amend the articles of association of the Company so as to reflect the above and decision to fully restate the articles of Association of the Company in order to adapt them to the new form of the Company.

12. decision to remove Mrs Magali Fétique from her mandate as class B manager of the Company with immediate effect and decision to grant discharge to Mrs Magali Fétique for the performance of her duties as manager of the Company until the effective date of her removal. Such discharge will be confirmed at the next annual general meeting of the Company approving the annual accounts.

13. decision to appoint Julien Rénaux, born on 26 January 1978 in Tunis (Tunisia), with professional address at 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, as class B manager of the Company, with immediate effect.

14. decision to authorise and instructs any employee and/or clerk of the undersigned notary, each acting individually with full power of substitution, to proceed to execute and implement or take any steps or action for or in relation with any such inscriptions.

15. decision that the managers of the Company will become, as a consequence of the conversion of the Company, the directors of the Company constituting the board of directors of the Company:

- Mr. Jean-Marie Bettinger, class B director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018;

- Mr. Julien Rénaux, class B director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018; and

- Mr. Mauro Moretti, class A director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:



*First resolution*

The sole shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of eighteen thousand five hundred euro (EUR 18,500.-), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) by contribution in cash, together with a share premium of seven thousand euro (EUR 7,000.-), by creating and issuing eighteen thousand five hundred (18,500) New Shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each and having the same rights and obligations as set out in the Articles.

All the New Shares are wholly subscribed by Mauro Moretti, prenamed, paid up by a contribution in cash in the aggregate amount of twenty-five thousand five hundred euro (EUR 25,500.-) of which the amount of eighteen thousand five hundred euro (EUR 18,500.-) is allocated to the share capital and the amount of seven thousand euro (EUR 7,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The proof that the contribution is at the Company's disposal has been produced to the undersigned notary.

Therefore, the global contribution of twenty-five thousand five hundred euro (EUR 25,500.-) made by Mauro Moretti, prenamed, for the New Shares will be entirely allocated to the share capital.

*Second resolution*

The sole shareholder decides to change the legal form of the Company, in order to convert it from a private limited liability company ("société à responsabilité limitée" - S.à r.l.) to a public limited liability company ("société anonyme" - S.A.).

*Third resolution*

The sole shareholder decides to acknowledge and approve the report established by FPS AUDIT S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159674 pursuant to articles 31-1, 32-1 et 26-1 (1) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law").

The conclusion of such report states as follows:

"Based on the verification procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the net asset value of the Company is not at least equal to the number and the nominal value of the shares to be issued in return at the time of the conversion of Three Hills Partners S.à r.l. into a "Société Anonyme" (public limited liability company). The Company's corporate capital will amount to EUR 31.000, represented by 31.000 shares with a nominal value of EUR 1,00 each, which is over the minimum capital of a "Société Anonyme" required by the Law."

We have no further comment to make on the value of the Company.

This report is produced solely for the purposes of meeting the requirements of Articles 26- 1 and 31-1 of the modified law of August 10, 1915 on Commercial Companies and may not be translated, summarised, disclosed, published or transmitted electronically without our prior consent, save to the auditors and lawyers of the Company."

That report will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

*Fourth resolution*

The sole shareholder decides to change the name of the Company into "Three Hills Partners S.A.".

*Fifth resolution*

The sole shareholder decides to create the following new classes of shares in the Company's share capital:

- the class 1 shares (the "Class 1 Shares");
- the class 2 shares (the "Class 2 Shares");
- the class 3 shares (the "Class 3 Shares");
- the class 4 shares (the "Class 4 Shares");
- the class 5 shares (the "Class 5 Shares");
- the class 6 shares (the "Class 6 Shares");
- the class 7 shares (the "Class 7 Shares");
- the class 8 shares (the "Class 8 Shares");
- the class 9 shares (the "Class 9 Shares"); and
- the class 10 shares (the "Class 10 Shares");

with a par value of one euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations as set out in the Articles as amended by the following resolutions.

*Sixth resolution*

The sole shareholder decides to convert the thirty-one thousand (31,000) existing shares of one euro (EUR 1.-) each into:

- three thousand one hundred (3,100) Class 1 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 2 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 3 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 4 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 5 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 6 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 7 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 8 Shares;
- three thousand one hundred (3,100) Class 9 Shares; and
- three thousand one hundred (3,100) Class 10 Shares.

*Seventh resolution*

The sole shareholder decides to fix the date of the annual general meeting of the shareholder(s), each year, on the last Monday of June at 10 a.m..

*Eighth resolution*

The sole shareholder decides to grant to the board of directors of the Company the right to increase the share capital by limiting or withdrawing the preferential right of existing shareholders to subscribe for 10 new class of shares with a nominal value of EUR 1.- each and with or without an issue premium and having the rights described in the authorized share capital clause.

*Ninth resolution*

The sole shareholder hereby declares that it has received the special report of the board of directors of the Company foreseen by Article 32-3 (5) of the 1915 Law, to waive its preferential subscription rights with respect to the increase of the issued capital within the limits of the authorised share capital.

The sole shareholder hereby resolves to accept this special report of the board of directors of the Company and to acknowledge its renunciation of its preferential subscription rights in case of increase of the issued share capital within the limits of the authorised capital.

*Tenth resolution*

The sole shareholder decides to insert a new article 5.2 in the Articles which shall be read as follows:

**" 5.2.**

5.2.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is two hundred thousand euro (EUR 200,000.-).

5.2.2 The Board of Directors is authorised to issue Shares ("Board Issued Shares") up to the limit of the Authorised Capital from time to time subject as follows:

(d) the above authorisation will expire five years after 11 October 2013 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

(e) the Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Board Issued Shares and may issue the Board Issued Shares to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine, subject to the 1915 Law.

5.2.3 The Board of Directors is authorised to:

(f) do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued Share capital made pursuant to Article 5.2.2;

(g) take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

(h) delegate to any Director or officer of the Company, or to any other person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Board Issued Shares and enacting any issue of Board Issued Shares before a notary."

*Eleventh resolution*

The sole shareholder decides to amend the Articles of the Company so as to reflect the above resolutions and decides to fully restate the Articles of the Company in order to adapt them to the new form of the Company, as follows:

**1. "Corporate form and Name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Three Hills Partners S.A. (the "Company"), a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915Law").

## 2. Registered office.

2.2 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 The Registered Office may be transferred:

2.3.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the board of directors of the Company (the "Board of Directors");

2.3.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Directors.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

## 3. Objects. The objects of the Company are:

3.2 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.5 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Directors thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.6 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Directors thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.7 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.8 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.8 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.9 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.10 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Directors thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.11 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.12 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Directors incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

**5. Share capital.**

5.2 The share capital of the Company is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into as follows:

- three thousand one hundred (3,100) class 1 shares (the "Class 1 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 2 shares (the "Class 2 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 3 shares (the "Class 3 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 4 shares (the "Class 4 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 5 shares (the "Class 5 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 6 shares (the "Class 6 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 7 shares (the "Class 7 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 8 shares (the "Class 8 Shares");
- three thousand one hundred (3,100) class 9 shares (the "Class 9 Shares"); and
- three thousand one hundred (3,100) class 10 shares (the "Class 10 Shares"),

(hereafter referred to as the "Shares" and each a "Share") each having a nominal value of one euro (EUR 1.-) and having their rights and obligations as set out in the Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

**5.3**

5.3.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is two hundred thousand Euro (€ 200,000).

5.3.2 The Board of Directors is authorised to issue Shares ("Board Issued Shares") up to the limit of the Authorised Capital from time to time subject as follows:

(i) the above authorisation will expire five years after 11 October 2013 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

j) the Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Board Issued Shares and may issue the Board Issued Shares to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine, subject to the 1915 Law. (Requires a report from the board of directors).

5.3.3 The Board of Directors is authorised to:

(k) do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued Share capital made pursuant to Article 0;

(l) take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

(m) delegate to any Director or officer of the Company, or to any other person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Board Issued Shares and enacting any issue of Board Issued Shares before a notary.

5.4 The Shares are in registered form provided that if a Shareholder so requests, the Company may convert some or all of his Shares to bearer form as provided by Luxembourg Law.

5.5 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Director(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.6 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.7 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.8 The subscribed share capital and any Authorised Capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.9 The Company may acquire its Shares or reduce its subscribed share capital and/or its Authorised Capital subject as provided in the 1915 Law.

5.10 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Board of Directors may determine provided that all such Shares are treated equally.

5.11 The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued Shares of one or more classes of Shares (a "Share Redemption ") in the following order:

- The Class 10 Shares;
- The Class 9 Shares;
- The Class 8 Shares;
- The Class 7 Shares;
- The Class 6 Shares;
- The Class 5 Shares;
- The Class 4 Shares;
- The Class 3 Shares;
- The Class 2 Shares; and
- The Class 1 Shares.

Upon a Share Redemption becoming effective, the holders of the Shares which are repurchased by the Company as part of the Share Redemption (the "Redeemed Shares") will be paid the Redemption Price for each Redeemed Share.

In these articles:

"Available Amount" equals:  $(W + X + Y) - Z$  where W, X, Y and Z are the following amounts taken from the interim accounts without double counting:

"W" means the net profits of the Company including carried forward profits less any losses of the Company including carried forward losses;

"X" means any freely distributable share premium and other freely distributable reserves of the Company other than any premium included in Y and, for the avoidance of doubt, other than any share premium which is allocated only to shares other than the Redeemed Shares;

"Y" means the amount paid up by way of par value and share premium on the Redeemed Shares;

"Z" means any sums to be placed into or retained in a non-distributable reserve pursuant to the requirements of law or these Articles;

"Redemption Price" equals the amount payable for each Redeemed Share of the relevant class as determined by the Board of Managers, provided that the total Redemption Price payable for all Redeemed Shares upon a Share Redemption must not exceed the Available Amount.

5.12 The Company may have a sole Shareholder. The death or dissolution of a sole Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.2 Each Share is indivisible.

6.3 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

**7. Transfer of shares.** The Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law.

## **8. The directors.**

8.2 Except in the circumstances described in Article 8.3, the Company must have at least three directors (each a "Director") forming a board of directors (the "Board of Directors") which can be composed of several classes of directors (class A, class B...).

8.3 Where either:

8.3.1 the Company has been formed by a single Shareholder; or

8.3.2 it has been established at a general meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") that the Company has only one Shareholder.

the Board of Directors can consist of one Director until the ordinary Shareholders' Meeting following the establishment of the existence of more than one Shareholder.

8.4 A Director need not be a Shareholder.

8.5 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate a permanent representative to perform that role in its name and for its account. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor.

8.6 Each Director shall be appointed by a Shareholders' Meeting for a term not exceeding six years.

8.7 A Director may be re-elected.

8.8 A Director may be removed from office at any time by a Shareholders' Meeting.

8.9 In the event that a Director appointed by a Shareholders' Meeting ceases to be a Director for any reason, the remaining Directors may fill the vacancy on a provisional basis; a Director so appointed will hold office only until the conclusion of the next Shareholders' Meeting, unless his appointment is confirmed by the Shareholders at that Shareholders' Meeting.

8.10 In the event that a Director is appointed to replace a Director before the end of that Director's term of office, the Director appointed shall serve for the remainder of the term of office of the Director he replaces subject as provided in the 1915 Law.

#### **9. Powers of the directors.**

9.2 The Company will be managed by a Board of Directors.

9.3 The Board of Directors has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to a Shareholders' Meeting.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.2 if the Company has one Director, that Director;

10.3 if the Company has more than one Director, any two Directors, or in case of categories of Directors by the joint signature of any class A Director and any class B Director;

10.4 any Daily Manager (as defined in Article 11.2) to the extent powers have been delegated to him under Article 11.2;

10.5 any other person to whom such a power has been delegated in accordance with Article 11.5 to the extent such a power has been delegated to him.

#### **11. Delegation of powers.**

11.2 The day to day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more Directors, officers, managers or other agents (each a "Daily Manager"), acting alone or jointly.

11.3 A Daily Manager need not be a Shareholder.

11.4 The appointment and removal, powers, duties and emoluments of the Daily Managers will be determined by the Board of Directors except that the first Daily Manager or Daily Managers may, but need not, be appointed and his or their powers, duties and emoluments determined by a Shareholders' Meeting.

11.5 The Board of Directors may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### **12. Board meetings.**

12.2 Meetings of the Board of Directors ("Board Meetings") may be convened by any Director. The Board of Directors shall appoint one of the Directors as Chairman.

12.3 The Board of Directors may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Directors have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorised representative.

12.4 A Director may appoint any other Director (but not any other person) to act as his representative (a "Director's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Director can act as representative for more than one other Director at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Directors are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.6. In the case of an equality of votes, the Chairman will have a second or casting vote.

12.5 The Board of Directors can only validly debate and take decisions if at least half of the Directors, including at least one (1) class A Director and one (1) class B Director, are present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be adopted by a simple majority of the Directors present or represented, provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least at least one (1) class A Director and one (1) class B Director.

12.6 A Director or his Director's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Director. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Directors shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.



12.7 A resolution in writing signed by all the Directors (or in relation to any Director, his Director's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Directors concerned.

12.8 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Director present at the Meeting.

12.9

12.9.1 Any Director having an interest in a transaction (a "Conflicted Transaction ") submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the deliberations relating to that transaction. At the next following Shareholders' Meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

12.9.2 Where the Company only has one Director, Article 12.9.1 will not apply and instead, the Conflicted Transaction will be recorded in the decision register of the Company.

12.9.3 Articles 12.9.1 and 12.9.2 will not apply to current operations entered into under normal conditions.

### **13. Shareholders' resolutions.**

13.2 The Shareholders' Meeting shall have the widest powers to adapt or ratify any action relating to the Company.

13.3 Where the Company has only one Shareholder:

13.3.1 he shall exercise the powers related to the Shareholders' Meeting;

13.3.2 his decisions shall be taken by resolution in writing and shall be recorded in a minutes register held at the Registered Office.

13.4 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.5 Subject as provided by the 1915 Law and Articles 13.6, 13.7 and 17, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.6 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their commitment to the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.7

13.7.1 An extraordinary Shareholders' Meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless (a) at least one half of the Shares are represented and (b) the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company.

13.7.2 If the first of the conditions in Article 13.7.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. That convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

13.7.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

13.8 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.9 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.10 Each Shareholder may vote through voting forms in the manner set out in the convening notice in relation to a Shareholders' Meeting. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received two (2) business days prior to the Shareholders' Meeting to which they relate and which comply with the requirements set out on the convening notice.

13.11 The Shareholders are entitled to participate in a Shareholders' Meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present for the calculation of quorum and majority conditions and voting. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting where deliberations shall be online without interruption.

13.12 The Board of Directors shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

13.13 The Annual Shareholders' Meeting of the Company will be held on the last Monday of June at 10 a.m. in each year in the City of Luxembourg.

13.14 The Board of Directors and the Statutory Auditors may convene a Shareholders' Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

13.15 Convening notices for every Shareholders' Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper. Notices by registered mail shall be sent eight days before the Meeting to registered Shareholders. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

13.16 One or more of the Shareholders who together hold at least ten percent of the subscribed capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any Shareholders' Meeting. Such a request shall be sent to the Registered Office by registered mail, at least five days prior to the meeting.

#### **14. Statutory auditors.**

14.2 The Company is supervised by one or more statutory auditors (the "Statutory Auditors").

14.3 The Statutory Auditors are appointed by a Shareholders' Meeting which may also remove them at any time.

14.4 The number of Statutory Auditors and their fees are determined by a Shareholders' Meeting.

14.5 The term of office of Statutory Auditors must not exceed six years. Statutory Auditors may be re-elected. In the event that a Statutory Auditor is appointed without any indication of the term of his appointment, his term is deemed to be six years.

14.6 If the number of Statutory Auditors falls for any reason to less than one half of the Statutory Auditors appointed, the Board of Directors must immediately convene a Shareholders' Meeting to fill the vacancies.

**15. Business year.** The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

#### **16. Distributions on shares.**

16.2 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.3 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Company may by Shareholders' Resolution declare dividends to Shareholders.

16.4 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Board of Directors may pay interim dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

16.5 In the event that a dividend is declared in accordance with these Articles, then the following provisions will apply in relation to that dividend unless waived by the Shareholders:

a) First, the holders of Class 1 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 2 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.30% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 3 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.35% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 4 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.40% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 5 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.45% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 6 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.50% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 7 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.55% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 8 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.60% of the nominal value of the Shares issued by the Company. Then the holders of Class 9 Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.65% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under this Article 16.4 a) are to be made on a pari passu basis between the holders of the relevant class of Shares.

b) After the dividend set out above, all remaining income to be paid by way of dividend if any, shall be paid to the holders of Class 10 Shares or if the Class 10 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 9 Shares; or if the Class 9 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 8 Shares; or if the Class 8 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 7 Shares; or if the Class 7 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 6 Shares; or if the Class 6 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 5 Shares; or if the Class 5 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 4 Shares; or if the Class 4 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 3 Shares; or if the Class 3 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the Class 2 Shares; or if the Class 2 Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of the Class 1 Shares.



For the avoidance of doubt, the payments to be made under this Article 16.4 b) are to be made on a pari passu basis between the holders of the class of Shares.

**17. Dissolution and Liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

Any liquidation proceeds shall be distributed in accordance with the distribution provisions provided for in Article 16.

**18. Interpretation and Luxembourg law.**

18.2 In these Articles:

18.2.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.2.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.2.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.3 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

*Twelfth resolution*

The sole shareholder decides to remove Mrs Magali Fetique from her mandate as class B manager of the Company with immediate effect.

The sole shareholder resolves to grant discharge to Mrs Magali Fetique for the performance of her duties as manager of the Company until the effective date of her removal. Such discharge will be confirmed at the next annual general meeting of the Company approving the annual accounts.

*Thirteenth resolution*

The sole shareholder resolves to appoint Julien Rénaux, born on 26 January 1978 in Tunis (Tunisia), with professional address at 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, as class B manager of the Company, with immediate effect.

As a result of the above mentioned resolutions, the board of managers of the Company is composed as follows:

- Mr. Jean-Marie Bettinger, class B manager;
- Mr. Julien Rénaux, class B manager; and
- Mr. Mauro Moretti, class A manager.

*Fourteenth resolution*

In relation to any publication or registration formalities which may be required or appropriate in relation to the above resolutions, the sole shareholder resolves to and hereby authorises and instructs any employee and/or clerk of the undersigned notary, each acting individually with full power of substitution, to proceed to execute and implement or take any steps or action for or in relation with any such inscriptions.

*Fifteenth resolution*

The sole shareholder decides that the managers of the Company will become, as a consequence of the conversion of the Company, the directors of the Company constituting the board of directors of the Company:

- Mr. Jean-Marie Bettinger, class B director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018;
- Mr. Julien Rénaux, class B director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018; and
- Mr. Mauro Moretti, class A director of the Company until the annual general meeting which will be convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2018.

*Costs and Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand three hundred euros (EUR 1,300.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille treize, le onze octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU**

Mauro Moretti, né le 17 juillet 1981 et demeurant au 33, Redburn Street, GB - SW3 4DA Londres, Royaume Uni, ici représenté par Madame Sara LECOMTE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres le 11 octobre 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Three Hills Partners S.à r.l.» (ci après la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179984, constituée suivant acte reçu par Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 août 2013, dont les statuts (les "Statuts") n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'associé unique doit délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. décision d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de dix- huit mille cinq cents euros (EUR 18.500,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) jusqu'à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) par l'apport en numéraire, ensemble avec une prime d'émission de sept mille euros (EUR 7.000,-) en créant et en émettant dix-huit mille cinq cents (18.500) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (collectivement désignées comme les "Nouvelles Parts Sociales") et ayant les droits et obligations tels que prévus par les Statuts de la Société.

Souscription et Paiement.

2. décision de changer la forme juridique de la Société, de manière à la transformer d'une société à responsabilité limitée (S.à r.l.) en une société anonyme (S.A.).

3. décision de reconnaître et d'accepter le rapport établi par FPS AUDIT S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159674, conformément aux articles 31-1, 32-1 et 26-1 (1) de la loi en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

4. décision de changer la dénomination de la Société en «Three Hills Partners S.A.».

5. décision de créer les nouvelles catégories d'actions suivantes dans le capital social de la Société:

- les actions de catégorie 1 (les "Actions de Catégorie 1");
- les actions de catégorie 2 (les "Actions de Catégorie 2");
- les actions de catégorie 3 (les "Actions de Catégorie 3");
- les actions de catégorie 4 (les "Actions de Catégorie 4");
- les actions de catégorie 5 (les "Actions de Catégorie 5");
- les actions de catégorie 6 (les "Actions de Catégorie 6");
- les actions de catégorie 7 (les "Actions de Catégorie 7");
- les actions de catégorie 8 (les "Actions de Catégorie 8");
- les actions de catégorie 9 (les "Actions de Catégorie 9"); et
- les actions de catégorie 10 (les "Actions de Catégorie 10");

ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels qu'énoncés dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions suivantes.

6. décision de convertir les trente-et-un mille actions existantes d'un euro (EUR 1,-) chacune en:

- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 1;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 2;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 3;

- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 4;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 5;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 6;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 7;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 8;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 9; et
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 10.

7. décision de fixer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société, chaque année, le premier lundi du mois de juin à 10 heures du matin.

8. décision de conférer au conseil d'administration le droit d'augmenter le capital social en limitant ou en retirant le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants à souscrire les 10 nouvelles catégorie d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune avec ou sans prime d'émission et ayant les droits décrits dans la clause de capital autorisé.

9. déclaration par l'associé unique qu'il a reçu le rapport spécial du conseil d'administration de la Société prévu par l'Article 32-3 (5) de la Loi de 1915, sur la renonciation à leurs droits préférentiels de souscription en relation avec l'augmentation du capital souscrit dans les limites du capital autorisé et décision d'accepter ce rapport spécial du conseil d'administration de la Société et de reconnaître sa renonciation à ses droits préférentiels de souscriptions dans le cadre d'une augmentation du capital souscrit dans les limites du capital autorisé.

10. décision d'insérer un nouvel article 5.2 dans les Statuts qui aura la teneur suivante:

**" 5.2.**

5.2.1 Le capital social autorisé mais non émis et non souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est deux cent mille euros (EUR 200.000,-).

5.2.2 Le Conseil d'administration est autorisé à émettre des Actions (les "Actions Emises par le Conseil d'Administration") jusqu'à la limite du Capital Autorisé à tout moment sous réserve de ce qu'il suit:

(a) l'autorisation ci-dessus expirera cinq ans après le 11 octobre 2013 sous réserve qu'une autre période ou périodes d'autorisation suivant cette période soi(en)t approuvée(s) par une Résolution des Actionnaires dans la limite de ce qui est permis par la Loi de 1915;

(b) le Conseil d'administration peut limiter ou annuler le droit préférentiel de souscription des Actionnaires pour les Actions Emises par le Conseil d'Administration à telle personne et à un prix avec ou sans prime d'émission et libérées par un apport en nature ou en numéraire ou par constitution de créances ou capitalisation de réserves ou de toute autre manière que le Conseil d'Administration peut déterminer, sous réserve de la Loi de 1915.

5.2.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à:

(a) faire tout ce qui est nécessaire ou désirable pour modifier cet article 5 afin de refléter et enregistrer tout changement de capital social émis réalisé en vertu de l'article 5.2.2;

(b) prendre ou autoriser toute action nécessaire ou désirable pour l'exécution et/ou publication de tel changement conformément à la Loi Luxembourgeoise;

(c) déléguer à tout Administrateur ou agent de la Société, ou à toute autre personne, la responsabilité d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour toute Action Emise par la Conseil d'Administration et acter cette émission d'Actions Emises par le Conseil d'Administration devant le notaire."

11. décision de modifier les statuts de la Société afin de refléter les les points ci-dessus et de procéder à une refonte complète des statuts de la Société de manière à les adapter à la nouvelle forme sociale de la Société.

12. décision de révoquer Mme Magali Fetique de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et décision donner décharge à Mme Magali Fetique pour l'exercice de ses fonctions de gérant de la Société jusqu'à la date effective de sa révocation. Cette décharge sera confirmée durant la prochaine assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes annuels.

13. décision de nommer Julien Rénaux, né le 26 janvier 1978 à Tunis (Tunisie), ayant son adresse professionnelle au 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L- 1330 Luxembourg, comme gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat.

14. décision d'autoriser et instruire tout employé et/ou clerc du notaire soussigné, chacun agissant individuellement avec plein pouvoir de substitution, pour procéder, réaliser et mettre en oeuvre ou prendre toutes mesures ou action pour et relative à ses enregistrements.

15. décision que les gérants de la Société, deviendront suivant la conversion, les administrateurs de la Société constituant le conseil d'administration de la Société:

- M. Jean-Marie Bettinger, administrateur de catégorie B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018;

- M. Julien Rénaux, administrateur de catégorie B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018; et

- M. Mauro Moretti, administrateur de catégorie B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de dix-huit mille cinq cents euros (EUR 18.500,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) jusqu'à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) par l'apport en numéraire, ensemble avec une prime d'émission de sept mille euros (EUR 7.000,-), en créant et en émettant dix-huit mille cinq cents (18.500) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels que prévus par les Statuts.

L'ensemble des Nouvelles Parts Sociales sont entièrement souscrites par Mauro Moretti, prénommé, payées par un apport en numéraire d'un montant de vingt-cinq mille cinq cents euros (EUR 25.500,-) dont dix-huit mille cinq cents euros (EUR 18.500,-) sont alloués au capital social et sept mille euros (EUR 7.000,-) à la prime d'émission de la Société.

La preuve que cet apport est à la disposition de la Société a été fournie au notaire.

L'ensemble de l'apport d'un montant de vingt-cinq mille cinq cents euros (EUR 25.500,-) effectué par Mauro Moretti, prénommé, pour les Nouvelles Parts Sociales, est intégralement alloué au capital social de la Société.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide de changer la forme juridique de la Société, de manière à la transformer d'une société à responsabilité limitée (S.à r.l) en une société anonyme (S.A.).

*Troisième résolution*

L'associé unique décide de reconnaître et d'accepter le rapport établi par FPS AUDIT S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159674, conformément aux articles 31-1, 32-1 et 26-1 (1) de la loi en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La conclusion de ce rapport affirme ce qui suit:

"Sur la base des procédures de vérification appliquées telles que décrites ci-dessus, rien n'a attiré notre attention qui nous fait penser que l'actif net de la Société n'est pas au moins égal au nombre et à la valeur nominale des parts sociales devant être émises en contrepartie au moment de la transformation de Three Hills Partners S.à r.l. en une Société Anonyme. Le capital social de la Société est de EUR 31.000, représenté par 31.000 parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ce qui est supérieur au capital social minimum d'une Société Anonyme requis par la Loi."

Ce rapport restera annexé au présent procès-verbal pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

*Quatrième résolution*

L'associé unique décide de changer la dénomination de la Société en «Three Hills Partners S.A.».

*Cinquième résolution*

L'associé unique décide de créer les nouvelles catégories d'actions suivantes dans le capital social de la Société:

- les actions de catégorie 1 (les "Actions de Catégorie 1");
- les actions de catégorie 2 (les "Actions de Catégorie 2");
- les actions de catégorie 3 (les "Actions de Catégorie 3");
- les actions de catégorie 4 (les "Actions de Catégorie 4");
- les actions de catégorie 5 (les "Actions de Catégorie 5");
- les actions de catégorie 6 (les "Actions de Catégorie 6");
- les actions de catégorie 7 (les "Actions de Catégorie 7");
- les actions de catégorie 8 (les "Actions de Catégorie 8");
- les actions de catégorie 9 (les "Actions de Catégorie 9"); et
- les actions de catégorie 10 (les "Actions de Catégorie 10");

ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels qu'énoncés dans les Statuts tels que modifiés par les résolutions suivantes.

*Sixième résolution*

L'associé unique décide de convertir les trente-et-un mille actions existantes d'un euro (EUR 1,-) chacune en:

- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 1;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 2;

- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 3;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 4;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 5;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 6;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 7;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 8;
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 9; et
- trois mille cent (3.100) Actions de Catégorie 10.

*Septième résolution*

L'associé unique décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société, chaque année, le premier lundi du mois de juin à 10 heures du matin.

*Huitième résolution*

L'Associé unique décide de conférer au conseil d'administration le droit d'augmenter le capital social en limitant ou en retirant le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants à souscrire les 10 nouvelles catégorie d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune avec ou sans prime d'émission et ayant les droits décrits dans la clause de capital autorisé.

*Neuvième résolution*

L'Associé unique déclare avoir reçu le rapport spécial du conseil d'administration de la Société prévu par l'Article 32-3 (5) de la Loi de 1915, sur sa renonciation à ses droits préférentiels de souscription en relation avec l'augmentation du capital souscrit dans les limites du capital autorisé.

L'associé unique décide par la présente d'accepter ce rapport spécial du conseil d'administration de la Société et de reconnaître sa renonciation à son droits préférentiels de souscriptions dans le cadre d'une augmentation du capital souscrit dans les limites du capital autorisé.

*Dixième résolution*

L'associé unique décide d'insérer un nouvel article 5.2 dans les Statuts qui aura la teneur suivante:

**" 5.2.**

5.2.1 Le capital social autorisé mais non émis et non souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est deux cent mille euros (EUR 200.000,-).

5.2.2 Le Conseil d'administration est autorisé à émettre des Actions (les "Actions Emises par le Conseil d'Administration") jusqu'à la limite du Capital Autorisé à tout moment sous réserve de ce qu'il suit:

(a) l'autorisation ci-dessus expirera cinq ans après le 11 octobre 2013 sous réserve qu'une autre période ou périodes d'autorisation suivant cette période soi(en)t approuvée(s) par une Résolution des Actionnaires dans la limite de ce qui est permis par la Loi de 1915;

(b) le Conseil d'administration peut limiter ou annuler le droit préférentiel de souscription des Actionnaires pour les Actions Emises par le Conseil d'Administration à telle personne et à un prix avec ou sans prime d'émission et libérées par un apport en nature ou en numéraire ou par constitution de créances ou capitalisation de réserves ou de toute autre manière que le Conseil d'Administration peut déterminer, sous réserve de la Loi de 1915.

5.2.3 le Conseil d'Administration est autorisé à:

(a) faire tout ce qui est nécessaire ou désirable pour modifier cet article 5 afin de refléter et enregistrer tout changement de capital social émis réalisé en vertu de l'article 5.2.2;

(b) prendre ou autoriser toute action nécessaire ou désirable pour l'exécution et/ou publication de tel changement conformément à la Loi Luxembourgeoise;

(c) déléguer à tout Administrateur ou agent de la Société, ou à toute autre personne, la responsabilité d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour toute Action Emise par la Conseil d'Administration et acter cette émission d'Actions Emises par le Conseil d'Administration devant le notaire."

*Onzième résolution*

L'associé unique décide de modifier les Statuts de la Société afin de refléter les résolutions adoptées ci-dessus et de procéder à une refonte complète des statuts de la Société de manière à les adapter à la nouvelle forme sociale de la Société, comme il suit:

**1. "Forme sociale et Nom.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Three Hills Partners S.A. (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

## **2. Siège social.**

2.1 La siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration");

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

## **3. Objets.** Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, obligations non garanties, debenture stocks, obligations, ou tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre bien de toutes sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissements, et de vendre, échanger ou disposer des mêmes instruments;

3.2 de poursuivre tout commerce ou activité commerciale et acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou supporter des dettes de toute personne poursuivant une activité commerciale;

3.3 de faire des investissements de type immobilier soit directement ou à travers des participations directes ou indirectes dans des filiales de la Société détenant de tels investissements.

3.4 d'investir et négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée et de prêter de l'argent et faire des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée, y compris par l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir une participation dans, unifier, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.7 de s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou de caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est pour le moment un membre de ou détient autrement un intérêt direct ou indirect dans la Société ou tout organe social dans laquelle une Entité Holding détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité commerciale ou entreprise), avec ou sans que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens ou capital social non libéré (présents et futurs) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 3.7 "garantie" inclut toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de, indemniser ou garder indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement responsable, de l'endettement ou des obligations financières de toute autre personne;

3.8 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou personnel et tout droit ou privilège dessus ou en lien avec celui-ci;

3.9 de vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et disposer de tout bien immobilier ou personnel, et/ou de tout ou partie des entreprises de la Société, pour une contrepartie que le Conseil d'Administration considère appropriée, y compris pour des actions, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets similaires (en tout ou partie) à ceux de la Société; de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.10 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou via des fiduciaires, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;



3.11 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Conseil d'Administration accessoires ou propices à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans une transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans avoir obtenu d'autorisation requise en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **5. Capital social.**

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente-et-un mille euros (EUR

- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 1 (les "Actions de Catégorie 1");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 2 (les "Actions de Catégorie 2");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 3 (les "Actions de Catégorie 3");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 4 (les "Actions de Catégorie 4");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 5 (les "Actions de Catégorie 5");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 6 (les "Actions de Catégorie 6");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 7 (les "Actions de Catégorie 7");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 8 (les "Actions de Catégorie 8");
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 9 (les "Actions de Catégorie 9"); et
- trois mille cent (3.100) actions de catégorie 10 (les "Actions de Catégorie 10"),

(ci-après dénommées les "Actions" et individuellement, une "Action") chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et ayant les mêmes droits et obligations tels qu'énoncés dans les Statuts. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément.

### **5.2**

5.2.1 Le capital social autorisé mais non émis et non souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est deux cent mille euros (EUR 200.000,-).

5.2.2 Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des Actions (les "Actions Emises par le Conseil d'Administration") jusqu'à la limite du Capital Autorisé à tout moment sous réserve de ce qu'il suit:

(a) l'autorisation ci-dessus expirera cinq ans après le 11 octobre 2013 sous réserve qu'une autre période ou périodes d'autorisation suivant cette période soi(en)t approuvée(s) par une Résolution des Actionnaires dans la limite de ce qui est permis par la Loi de 1915;

(b) le Conseil d'Administration peut limiter ou annuler le droit préférentiel de souscription des Actionnaires pour les Actions Emises par le Conseil d'Administration à telle personne et à un prix avec ou sans prime d'émission et libérées par un apport en nature ou en numéraire ou par constitution de créances ou capitalisation de réserves ou de toute autre manière que le Conseil d'Administration peut déterminer, sous réserve de la Loi de 1915.

5.2.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à:

(a) faire tout ce qui est nécessaire ou désirable pour modifier cet article 5 afin de refléter et enregistrer tout changement de capital social émis réalisé en vertu de l'article 5.2.2;

(b) prendre ou autoriser toute action nécessaire ou désirable pour l'exécution et/ou publication de tel changement conformément à la Loi Luxembourgeoise;

(c) déléguer à tout Administrateur ou agent de la Société, ou à toute autre personne, la responsabilité d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour toute Action Emise par la Conseil d'Administration et acter cette émission d'Actions Emises par le Conseil d'Administration devant le notaire.

5.3 Les Actions sont nominatives sous réserve que si un Actionnaire le requiert, la Société peut convertir une partie ou toutes les Actions en actions au porteur conformément à la Loi Luxembourgeoise.

5.4 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Actionnaire(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.5 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par les Actionnaire(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.6 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux sous réserve des présents Statuts.

5.7 Le capital social souscrit et tout Capital Autorisé peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et la Loi Luxembourgeoise.

5.8 La Société peut acquérir ses propres Actions ou réduire son capital souscrit et/ou son Capital Autorisé sous réserve de la Loi de 1915.

5.9 Si des Actions sont émises à des conditions où elles ne sont pas totalement libérées à leur émission, alors le paiement du solde dû devra être réalisé au moment et aux conditions déterminés par le Conseil d'Administration à condition que toutes les Actions soient traitées de façon égale.

5.10 Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation subséquente de toutes les Actions émises d'une ou plusieurs catégorie (un "Rachat d'Actions") dans l'ordre suivant:

- les Actions de Catégorie 10;
- les Actions de Catégorie 9;
- les Actions de Catégorie 8;
- les Actions de Catégorie 7;
- les Actions de Catégorie 6;
- les Actions de Catégorie 5;
- les Actions de Catégorie 4;
- les Actions de Catégorie 3;
- les Actions de Catégorie 2; et
- les Actions de Catégorie 1.

Au moment où le Rachat d'Actions devient effectif, les détenteurs des Actions qui sont rachetées par la Société dans le cadre du Rachat de Actions (les "Actions Rachetées") se verront verser le Prix de Rachat pour chaque Part Sociale Rachetée. Dans ces statuts:

"Montant Disponible" équivaut à:  $(W+X+Y) - Z$  et W, X, Y et Z sont les montants suivants pris des comptes intermédiaires sans double comptage

"W" signifie les bénéfices nets de la Société y compris les bénéfices reportés soustraits toutes pertes de la Société y compris les pertes reportées;

"X" signifie toute prime d'émission librement distribuable et toute autres réserves librement distribuables de la Société autre que toute prime d'émission incluse dans Y, pour éviter tout doute, autre que toute prime d'émission liée uniquement aux actions autres que les Actions Rachetées;

"Y" signifie le montant payé par voie de valeur nominale et prime d'émission sur les Actions Rachetées;

"Z" signifie toutes sommes qui doivent être placées dans ou retenues sur une réserve non-distribuable en vertu des exigences légales ou des présents Statuts.

"Prix de Remboursement" est égal au montant payable pour chaque Action Rachetée de la catégorie concernée tel que déterminé par le Conseil d'Administration pourvu que le total du Prix de Remboursement payable pour toutes les Actions Rachetées en vertu d'un Remboursement d'Action n'excèdent pas le Montant Disponible.

5.11 La Société peut avoir un Actionnaire unique. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire unique ne causera pas la dissolution de la Société.

## **6. Indivisibilité des actions.**

6.1 Chaque Action est indivisible.

6.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Actionnaire de l'Action question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

**7. Cession d'actions.** Les Actions seront librement cessibles conformément à la Loi de 1915.

## **8. Conseil d'administration.**

8.1 Sauf dans les circonstances évoquées à l'article 8.2, la Société devra avoir au minimum trois (3) administrateurs (chacun un "Administrateur") constituant un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") qui peut être composé de plusieurs catégories d'administrateurs (catégorie A, catégorie B...).

8.2 Si:

8.2.1 la Société a été constituée par un seul Actionnaire; ou

8.2.2 il a été établi au cours d'une assemblée générale des Actionnaires (une "Assemblée Générale") que la Société n'a qu'un seul Actionnaire.

le Conseil d'Administration pourra alors être constitué d'un Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale suivant l'établissement de l'existence de plus d'un Actionnaire.

8.3 Un Administrateur peut ne pas être un Actionnaire.

8.4 Une société peut être un Administrateur (un "Administrateur Personne Morale") auquel cas elle devra désigner un représentant permanent pour remplir ce rôle en son nom et pour son compte. La révocation de son représentant permanent par un Administrateur Personne Morale est conditionnelle jusqu'à la nomination simultanée d'un successeur.

8.5 Chaque Administrateur est nommé par une Assemblée Générale pour une durée n'excédant pas six (6) ans.



8.6 Un Administrateur peut être réélu.

8.7 Un Administrateur peut être révoqué à tout moment par une Assemblée Générale.

8.8 Dans le cas où un Administrateur nommé par une Assemblée Générale cesse d'être un Administrateur pour n'importe quelle raison, les Administrateurs restants devront remplir la vacance provisoirement; un Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, à moins que sa nomination ne soit confirmée par les Actionnaires lors de cette Assemblée Générale.

8.9 Dans le cas où un Administrateur est nommé pour remplacer un autre Administrateur avant la fin de son mandat d'Administrateur, l'Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la fin du mandat de l'Administrateur qu'il remplace, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

## **9. Pouvoirs des administrateurs.**

9.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration.

9.2 Le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts et à l'Assemblée Générale.

**10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

10.1 si la Société a un Administrateur, la signature unique de cet Administrateur;

10.2 en cas de pluralité d'Administrateurs, la signature conjointe de deux Administrateurs, ou en cas de catégorie d'Administrateurs, par la signature conjointe de tout Administrateur de catégorie A et tout Administrateur de catégorie B;

10.3 la signature unique de tout Administrateur Général (tel que défini à l'article 11.1) dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués en vertu de l'article 11.1;

10.4 la signature unique de toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'Article 11.4 et dans la mesure du pouvoir délégué.

## **11. Mandataire des administrateurs.**

11.1 La gestion quotidienne des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet effet peut être délégué à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun un "Administrateur Général") agissant seul ou conjointement.

11.2 Un Administrateur Général peut ne pas être Actionnaire.

11.3 La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Administrateurs Généraux seront déterminés par le Conseil d'Administration, sauf que le(s) premier(s) Administrateur(s) Général(aux) peut/peuvent, mais ne doit/doivent pas, être nommé(s) par une Assemblée Générale, et ses/leurs pouvoirs, tâches, rémunération déterminés par celle-ci.

11.4 Le Conseil d'Administration ou tout Administrateur peuvent déléguer toute partie de leurs pouvoirs respectifs, pour des tâches spécifiques, à un ou plusieurs mandataires ad hoc, peuvent révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

## **12. Réunion du conseil d'administration.**

12.1 Les réunions du Conseil d'Administration (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Administrateur. Le Conseil d'Administration devra nommer un des Administrateurs président.

12.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Administrateurs ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Administrateur peut nommer un autre Administrateur (mais seulement un Administrateur) pour le représenter (le "Représentant de l'Administrateur") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonction en son nom à la Réunion du Conseil. Un Administrateur peut représenter plusieurs autres Administrateurs à un Conseil d'Administration à la condition que (sans préjudice des quorums requis) au moins deux Administrateurs soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5. En cas d'égalité des votes, le Président aura un second vote ou un vote prépondérant.

12.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Administrateurs, incluant un (1) Administrateur de catégorie A et un (1) Administrateur de catégorie B, sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration doivent être adoptées à la majorité simple des Administrateurs présents ou représentés, sous réserve qu'une résolution n'est pas valablement adoptée si elle n'est pas approuvée par au moins un (1) Administrateur de catégorie A et un (1) Administrateur de catégorie B.

12.5 Les décisions du Conseil d'Administration sont adoptées à une majorité simple des Administrateurs présents ou représentés. Un Administrateur ou le Représentant de l'Administrateur peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques permettant que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Administrateurs seront réputées pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement négociées/conclues à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre d'Administrateurs (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum soient physiquement présents au même endroit. Une réunion tenue de cette manière est réputée avoir lieu au Siège Social.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Administrateurs (ou en relation avec tout Administrateur, le Représentant de l'Administrateur) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signées par ou au nom d'un ou plusieurs des Administrateurs concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil d'Administration doivent être signés et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Administrateur présent à la Réunion.

#### 12.8

12.8.1 Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction (une "Transaction en Conflit") en conflit avec celui de la Société soumise pour approbation au Conseil d'Administration doit informer le Conseil d'Administration de celui-ci et la déclaration de cet Administrateur devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. A l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, avant le vote de toute résolution, un rapport spécial devra être produit sur toutes les transactions dans lesquelles les Administrateurs auraient eu un intérêt en conflit avec celui de la Société.

12.8.2 Si la Société n'a qu'un seul Administrateur, l'Article 12.8.1 ne s'appliquera pas et à la place, la Transaction en Conflit sera enregistrée dans le registre des décisions de la Société.

12.8.3 Les Articles 12.8.1 et 12.8.2 ne s'appliquent pas aux opérations courantes réalisées à des conditions normales.

### 13. Assemblée générale.

13.1 Les Assemblées Générales doivent avoir les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action à propos de la Société.

13.2 Lorsque la Société ne compte qu'un Actionnaire unique:

13.2.1 il devra exercer les pouvoirs dévolus aux Assemblées Générales.

13.2.2 ses décisions seront prises sous la forme de résolutions écrites et devront être enregistrées dans un registre des procès-verbaux tenus au Siège Social.

#### 13.5

13.3 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues par la Loi de 1915 et aux Articles 13.5, 13.4 et 17, les Résolutions des Actionnaires sont valides uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, sans préjudice du nombre d'Actions représentées. Les Actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter ses engagements dans la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

#### 13.6

13.6.1 Toute Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer à moins que (a) au moins la moitié des Actions y soient représentées et (b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'applicable, le texte des modifications relatives à l'objet ou la forme de la Société.

13.6.2 Si la première condition de l'article 13.6.1 n'est pas satisfaite, une seconde Assemblée Générale peut être convoquée, selon la manière prescrite par les Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour, indiquer la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde assemblée délibérera valablement quelque soit la proportion d'Actions représentées.

13.6.3 Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des votes exprimés. Les voix exprimées ne devront pas compter les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles les Actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

13.7 Une Assemblée Générale peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Actionnaires ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.8 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire.

13.9 Tout Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire comme indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition par la Société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus deux (2) jours avant la réunion de l'Assemblée Générale à laquelle ils se rapportent et qui remplissent les exigences mentionnées dans la convocation.

13.10 Les Actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

13.11 Le Conseil d'Administration a les pouvoirs et les obligations d'ajourner une Assemblée Générale comme prévu par la Loi de 1915.

13.12 L'Assemblée Générale Annuelle de la Société se tiendra le dernier lundi du mois de juin à 10h00 chaque année dans la ville de Luxembourg.

13.13 Le Conseil d'Administration ou le(s) Auditeur(s) peut(vent) convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires. Une Assemblée Générale des Actionnaires devra être convoquée endéans un mois sur la demande écrite d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social en indiquant l'ordre du jour.

13.14 Les convocations aux Assemblées Générales doivent contenir l'ordre du jour et prendre la forme d'annonces publiées deux fois avec un intervalle minimum de huit jours, et huit jours avant la réunion dans le Mémorial et dans un journal Luxembourgeois. Les convocations envoyées par lettre recommandée devront l'être huit jours avant l'Assemblée aux Actionnaires enregistrés. Lorsque toutes les Actions sont sous la forme nominative, les convocations peuvent être effectuées seulement par lettre recommandée avec accusé de réception.

13.15 Un ou plusieurs Actionnaires qui détiennent au moins dix pour cent du capital souscrit peut demander qu'un ou plusieurs éléments soient ajoutés à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Une telle demande devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social, au minimum cinq jours avant la réunion.

#### **14. Auditeurs.**

14.1 La Société est supervisée par un ou plusieurs commissaires aux comptes (le "Commissaire aux Comptes")

14.2 Les Commissaires aux Comptes sont nommés par l'Assemblée Générale qui peut le révoquer à tout moment.

14.3 Le nombre de Commissaires aux Comptes et leur rémunération sont déterminés par l'Assemblée Générale.

14.4 La durée du mandat des Commissaires aux Comptes ne peut pas excéder six (6) ans. Les Commissaires aux Comptes peuvent être réélus. Dans l'hypothèse où un Commissaire aux Comptes est nommé sans indication de la durée de son mandat, son mandat est réputé être de six ans.

14.5 Si le nombre de Commissaire aux Comptes tombe pour une quelconque raison à moins de la moitié des Commissaires aux Comptes nommés, le Conseil d'Administration doit immédiatement convoquer une Assemblée Générale pour remédier à la vacance.

**15. Exercice social.** L'exercice social de la Société débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

#### **16. Distribution sur les actions.**

16.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut, par Résolutions des Actionnaires, déclarer des dividendes aux Actionnaires.

16.3 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par eux.

16.4 Si un dividende est déclaré conformément à ces Statuts, alors les dispositions suivantes s'appliqueront à l'égard de ce dividende, à moins que les Actionnaires n'y renoncent:

(a) Tout d'abord, les détenteurs d'Actions de Catégorie 1 ont le droit de recevoir, au prorata, un dividende préférentiel représentant 0,25% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 2 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,30% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 3 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,35% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de

Catégorie 4 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,40% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 5 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,45% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 6 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,50% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 7 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,55% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 8 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,60% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Puis les détenteurs d'Actions de Catégorie 9 ont le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,65 % de la valeur nominale des Actions émises par Société.

Pour écarter tout doute, les paiements devant être réalisés en vertu de cet Article 16.4 a) doivent être réalisés sur une base pari passu entre les détenteurs des catégories d'Actions concernées.

(b) Après le dividende tel que décrit ci-dessous, le revenu devant être payé par le biais de dividende s'il existe, devra être payé aux détenteurs des Actions de Catégorie 10, ou si les Actions de Catégorie 10 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 9, ou si les Actions de Catégorie 9 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 8, ou si les Actions de Catégorie 8 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 7, ou si les Actions de Catégorie 7 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 6, ou si les Actions de Catégorie 6 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 5, ou si les Actions de Catégorie 5 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 4, ou si les Actions de Catégorie 4 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 3, ou si les Actions de Catégorie 3 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 2, ou si les Actions de Catégorie 2 ont été annulées ou n'existent plus, aux détenteurs d'Actions de Catégorie 1.

Pour écarter tout doute, les paiements à réaliser en vertu de cet Article 16.4 b) doivent l'être sur une base pari passu entre les détenteurs de catégorie d' Actions.

**17. Dissolution et Liquidation.** La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale au moyen d'une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise. Tous les produits de la liquidation seront distribués conformément aux dispositions relatives à la distribution de l'Article 16.

#### **18. Interprétation et Loi luxembourgeoise.**

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

- (a) Un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

18.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivi des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis de mots indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

#### *Douzième résolution*

L'associé unique décide de révoquer Mme Magali Fetique de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat.

L'associé unique décide de donner décharge à Mme Magali Fetique pour l'exercice de ses fonctions de gérant de la Société jusqu'à la date effective de sa révocation. Cette décharge sera confirmée durant la prochaine assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes annuels.

#### *Treizième résolution*

L'associé unique décide de nommer Julien Rénaux, né le 26 janvier 1978 à Tunis (Tunisie), ayant son adresse professionnelle au 52, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, comme gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat.

Suite aux résolutions ci-dessus, le conseil de gérance de la Société est constitué comme il suit:

- M. Jean-Marie Bettinger, gérant de catégorie B;

- M. Julien Rénaux, gérant de catégorie B; et,
- M. Mauro Moretti, gérant de catégorie A.

#### *Quatorzième résolution*

Concernant toutes publications ou formalités d'enregistrement qui peuvent être nécessaires ou appropriées concernant les résolutions ci-dessus, l'associé unique décide et autorise et instruit tout employé et/ou clerc du notaire soussigné, chacun agissant individuellement avec plein pouvoir de substitution, pour procéder, réaliser et mettre en oeuvre ou prendre toutes mesures ou action pour et relative à ses enregistrements.

#### *Quinzième résolution*

L'associé unique décide que les gérants de la Société, deviendront suivant la conversion, les administrateurs de la Société constituant le conseil d'administration de la Société:

- M. Jean-Marie Bettinger, administrateur de catégorie B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018;
- M. Julien Rénaux, administrateur de catégorie B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018; et
- M. Mauro Moretti, administrateur de catégorie A de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera convoquée pour approuver les comptes de l'année sociale se terminant au 31 décembre 2018.

#### *Frais et Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 15 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46842. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013153113/1252.

(130187038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

### **Cooper Holdings II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.004.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of the month of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

Cooper Holdings, L.P., a limited partnership, incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and being registered with the Registrar of Companies in the Cayman Islands under number MC72431, acting through its general partner Cooper Holdings GenPar Ltd which has its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands and which is registered with the Registrar of Companies in the Cayman Islands under number MC280532,

represented by Me Thierry Kauffman, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 9 October 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Cooper Holdings II, S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:



**Art. 1. Denomination.** There exists between all persons that are shareholders on this day and all those who will become owners of the Shares mentioned hereafter a société à responsabilité limitée under the name of “Cooper Holdings II, S.à.r.l.” (the “Company”) governed by the laws of Luxembourg and in particular the law of 22<sup>nd</sup> March, 2004 on securitisation (the “Securitisation Law”) and these articles of incorporation (the “Articles” or the “Articles of Incorporation”).

**Art. 2. Object.** The object of the Company is to act as a securitisation company, under and subject to the Securitisation Law, through the acquisition, holding and/or assumption, directly or through another undertaking of any kind, of risks relating to claims, any other type of assets (including, without limitation, any kind of securities (including equity interests), loans, including revolving or like loans, receivables, derivative contracts, units, guarantees, commitments and other assets) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties (collectively referred to herein as the “Underlying Assets”).

The Company may issue, directly or indirectly through another undertaking, any kind of securities of any form or nature whatsoever including, without limitation, shares, notes and debt instruments of any kind whose value, return or yield depends directly or indirectly on the risks relating to the Underlying Assets (each a “Securitisation”).

The Company may, whilst remaining within the scope of the law of 22<sup>nd</sup> March 2004, also borrow or raise funds from any person in order to fund or partly fund the acquisition, holding or assumption of Underlying Assets and/or to comply with any payment, distribution or other obligation it may have under any of its securities or under any agreement to be entered into in the context of a Securitisation (including the funding of commitments or like engagements).

The sole manager or as the case may be the board of managers of the Company may, whether within the context of a Securitisation programme or not, create specific compartments composed of certain specific securities, instruments, claims, other assets, and/or risks relating thereto (the “Compartments”). The Company may issue series or tranches of securities whose value or yield is linked to one or more specific Compartments or to specific assets or risks or whose repayment is subject to the repayment of other instruments or certain claims. Where rights of investors or creditors relate to a Compartment or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment, such rights are strictly limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that Compartment and the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Compartment. As between holders of securities issued by the Company, each Compartment shall be treated as a separate entity.

Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be allocated to the same Compartment as the assets from which it was derived and where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with a particular Compartment or its assets, such liability shall be allocated to the relevant Compartment.

In the case where any asset of the Company is not attributable to a particular Compartment, the sole manager or as the case may be the board of managers of the Company shall have the discretion to determine the basis and the extent upon which any such asset shall be allocated or apportioned between Compartments.

In the case where any fees, costs, expenses or other liabilities incurred cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such fees, costs, expenses or other liabilities shall be considered as a general liability incurred on behalf of the Company as a whole, unless otherwise determined by the sole manager or as the case may be the board of managers, and such fees, costs, expenses and other liabilities shall be general liabilities of the Company and shall be borne on a pro rata basis by the assets of any of the Compartments.

The Company may sell, assign, re-acquire and dispose of any and all of the Underlying Assets through any means (including by way of sale, assignment, exchange, conversion, contribution or through derivative or swap transactions) (as described in the terms and conditions of the relevant securities) and in general manage the Underlying Assets on a continuous and ongoing basis. The Company may use any liquidities or proceeds derived directly or indirectly from Underlying Assets to fund the acquisition, holding or assumption of any Underlying Assets and/or to comply with any payment, distribution or other obligation it may have under any of its securities or under any agreement entered into in the context of a Securitisation (including the funding of commitments or like engagements).

The Company may in the context of its Securitisations proceed to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies or other entities active in any sector, (ii) the acquisition or assumption of risks by way of granting loans (including revolving or like loans), guarantees, commitments, securities (including equity interests) or other funding to Luxembourg and/or foreign entities, (iii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto, and (iv) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, among other things, the assets referred to in (i), (ii) and (iii) above). The Company may further acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds or any other entities.

The Company may grant any kind of security interests under any law to any investor, trustee, security trustee, security agent, fiduciary-representative or any other person representing the investors or any other party involved in the Securitisation or with whom the Company entered into agreements in connection with a Securitisation in order to secure its

payment or other obligations under any agreement to be entered into by the Company in connection with a Securitisation. The Company may enter into any agreement or instruments (including, without limitation, derivatives) and may issue, sign, approve or ratify any document and may do and allow all things and acts which are necessary to prepare, carry out and wind up or are incidental to or in the context of, a Securitisation.

The Company may assign, transfer or otherwise dispose of part or all of the Underlying Assets, in such manner and for such compensation as the sole manager, or as the case may be, the board of managers of the Company or any person appointed for such purpose, shall approve at such time and in general manage the Underlying Assets on a continuous and ongoing basis. The Company may use all or part of any income or return from any of the Underlying Assets (including resulting from the sale thereof) to acquire other or further Underlying Assets (directly or indirectly), to fund any commitments or like engagements or obligations and may re-invest any amounts received in any manner it deems fit.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, which are directly or indirectly connected with or are necessary or useful to facilitate the accomplishment of its purpose. The Company may, from time to time, hold funds received from issuances of its shares or of other securities in the Company. In addition, the Company may retain certain funds not distributed in accordance with the terms of its dividend policy. The sole manager or as the case may be the board of managers of the Company may decide to allocate funds to an account, or a reserve account, established by the Company to hold at all time funds sufficient to cover the expenses and fees relating to the Company's activities as determined by the sole manager or as the case may be the board of managers of the Company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the sole manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the sole manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at eleven thousand British Pound Sterling (GBP 11,000) divided into one million one hundred thousand (1,100,000) shares with a nominal value of one British Pound Sterling pence (GBP 0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles of Incorporation and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium or other reserves shall be distributable in any way.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who may but need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case that there is appointed more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening

notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager in all circumstances, and by the sole signature of any manager for the following acts and operations:

- opening and closing of bank accounts,
- securing legal and accounting advice,
- dealing with general financial and tax returns, and
- general day-to-day administrative tasks.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers provided that, in the event of classes of managers, signatory powers shall have been delegated by the signature of one class A manager and one class B manager in all circumstances or, with respect to the signatory powers granted to each manager under this article 7, by the sole signature of each manager.

**Art. 8. Liability of Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. It has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.



**Art. 10. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented, provided however that decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital; and decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2014.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Audit.** The annual accounts and consolidated accounts (if applicable) shall be audited by one or more independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the sole manager or as the case may be, the board of managers, in accordance with chapter 4 of the Securitisation Law, for a period not exceeding one (1) year. Any auditor so appointed may be removed by the sole manager or as the case may be, the board of managers. Any auditor may be re-appointed.

**Art. 14. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and any distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium or any other available reserve account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium or any other available reserve account to the legal reserve account.

**Art. 15. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 16. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 17. Applicable law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation are to be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies as amended and the Securitisation Law.

#### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Cooper Holdings, L.P. has subscribed and entirely paid up one million one hundred thousand (1,100,000) shares, each with a nominal value of one British Pound Sterling pence (GBP 0.01), for a total subscription price of eleven thousand British Pound Sterling (GBP 11,000). Evidence of the payment of the subscription price of eleven thousand British Pound Sterling (GBP 11,000) has been given to the undersigned notary.

147354

### Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Extraordinary decisions of the sole shareholder*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers:

#### *Class A*

Pedro Fernandes das Neves, born on 15<sup>th</sup> October 1974 in São Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, with professional address at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, class A manager.

#### *Class B*

Jennifer Brown, born on 22<sup>nd</sup> May 1974 in Ohio, United States of America, with professional address at 345, California Street, Suite 3300, San Francisco, California 94104, United States of America, class B manager.

3. The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31<sup>st</sup> December 2014.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mil treize, le onzième jour du mois d'octobre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *A comparu*

Cooper Holdings, L.P., une société de type Limited Partnership constituée conformément aux lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et enregistrée auprès du Registrar of Companies in the Cayman Islands sous le numéro MC72431, agissant par son General Partner Cooper Holdings GenPar Ltd, ayant son siège social au PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et étant enregistré auprès du Registrar of Companies in the Cayman Islands sous le numéro MC280532,

représentée par Me Thierry Kauffman, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration en date du 9 octobre 2013, qui sera enregistrée ensemble avec le présent acte.

La partie comparante, ès qualités qu'elle agit, a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée Cooper Holdings II, S.à r.l. (société à responsabilité limitée) qui est constituée par les présentes:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre les personnes qui sont gérants à ce jour et tous ceux qui deviendront détenteurs de parts sociales tel que décrit ci-après, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "Cooper Holdings II, S.à r.l." (la "Société"), régie par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la "Loi Titrisation") et par les présents statuts (les "Statuts").

**Art. 2. Objet.** L'objet de la Société est d'agir en qualité de société de titrisation, sous et conformément à la Loi Titrisation, par l'acquisition, la détention et/ou la prise en charge, directement ou par l'intermédiaire d'une quelconque autre entité, de risques liés à des créances, autres types d'avoirs (y compris et de manière non limitative, toute sorte de titres (y compris des participations), de prêts, y compris des prêts renouvelables, de créances, de dérivés, d'unités, de garanties et autres actifs, y compris des actifs relatifs à des biens immobiliers) ou à toutes sortes d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers (désignés collectivement "Actifs Sous-jacents").

La Société peut émettre de manière directe ou indirecte à travers toute autre société, toute sorte de titres sous quelque forme ou de quelque nature que ce soit, y compris et de manière non limitative, des actions, obligations et instruments de dette de toute sorte dont la valeur, la rentabilité ou le rendement dépendent directement ou indirectement des risques liés aux Actifs Sous-jacents (chacun une "Titrisation").

La Société peut, en restant dans les limites de la loi du 22 mars 2004, également emprunter ou lever des fonds sous la forme de prêts de toute personne en vue de financer ou de partiellement financer l'acquisition, la détention et/ou la

prise en charge d'Actifs Sous-Jacents et/ou pour respecter tout paiement, toute distribution ou autre engagement qu'elle pourrait avoir, concernant les titres de la Société ou en vertu de tout contrat conclu dans le cadre d'une Titrisation (y compris le financement de toute sorte d'engagements).

Le gérant unique ou le cas échéant, le conseil de gérance de la Société peut, que ce soit dans le cadre d'un programme de Titrisation ou autrement, créer des compartiments spécifiques composés de certains titres, certains instruments, certaines créances, certaines autres valeurs spécifiques, et/ou les risques y relatifs (les "Compartiments"). La Société peut émettre des séries ou tranches de valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement sont fonction d'un ou de plusieurs Compartiments ou d'avoirs ou de risques déterminés, ou dont le remboursement est subordonné au remboursement d'autres instruments ou de certaines créances. Quand les droits d'investisseurs ou de créanciers sont relatifs à un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un Compartiment, ils sont strictement limités aux actifs de ce Compartiment. Les actifs d'un Compartiment refondent exclusivement les droits des investisseurs relatifs à ce Compartiment et ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment. Dans les relations entre détenteurs des valeurs mobilières émises par la Société, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Si un avoir découle d'un autre avoir, cet avoir dérivé sera attribué au même Compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle et lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un Compartiment déterminé ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un Compartiment déterminé ou des avoirs de celui-ci, cet engagement sera attribué à ce Compartiment déterminé.

Au cas où un avoir de la Société n'est pas attribuable à un Compartiment déterminé, le gérant unique ou le cas échéant, le conseil de gérance de la Société pourra déterminer discrétionnairement les critères selon lesquels un tel actif sera alloué ou réparti parmi les Compartiments.

Au cas où des honoraires, coûts, dépenses, ou autres dettes ne peuvent être attribués à un Compartiment déterminé, ces honoraires, coûts, dépenses ou autres dettes seront considérés comme une obligation générale de la Société dans son ensemble, à moins que le gérant unique ou le cas échéant, le conseil de gérance en décide autrement, et ces honoraires, coûts, dépenses et autres dettes seront des obligations générales de la Société et seront supportés proportionnellement par les avoirs d'un quelconque des Compartiments.

La Société peut vendre, céder, réacquérir et aliéner tous les actifs sous-jacents par tous moyens (y compris par des moyens de vente, de cession, d'échange, de conversion, d'apport ou par des opérations sur contrats dérivés ou d'échange) (tel que décrit dans les conditions des titres concernés) et en général gérer les Actifs Sous-Jacents sur une base continue. La Société peut utiliser toute liquidité ou recette provenant directement ou indirectement des Actifs Sous-Jacents pour financer l'acquisition, la détention ou la prise en charge de tout Actif Sous-Jacent et/ou pour procéder à tout paiement, distribution ou autre obligation elle pourrait avoir sous un quelconque de ces titres ou sous un contrat signé par elle dans le cadre de la Titrisation (y compris le financement de toute sorte d'engagements).

La Société peut dans le contexte de ses Titrisations procéder à (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de participations, de droits, d'intérêts et d'obligations dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou de toute autre entité active dans n'importe quel secteur, (ii) à l'acquisition ou à la prise en charge de risques au moyen de prêts accordés (y compris de prêts renouvelables), de garanties, d'engagements, de titres (y compris de participations) et de tout autre financement à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (iii) à l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de titres de créances, de billets et d'autres valeurs ou d'instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portants sur les titres précités ou y relatifs et (iv) à la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux définis sous (i), (ii) et (iii) ci-dessus). La Société peut aussi acquérir, détenir ou céder des participations dans des sociétés en noms collectifs, des sociétés en commandite simple, des trusts, des fonds ou d'autres entités.

La Société peut accorder toute sorte de sûreté ou de garantie sous toute loi à tout investisseur, trustee, security trustee, mandataire en relation avec des sûretés, représentant fiduciaire ou à toute autre personne représentant les investisseurs ou toute autre partie impliquée dans la Titrisation ou avec laquelle la Société a conclu des contrats en relation avec la Titrisation en vue de garantir les obligations de paiement et tout autre engagement de la Société sous tout contrat ayant été conclu par la Société dans le cadre de la Titrisation. La Société peut conclure tout contrat ou instrument (y compris, sans limitation, des dérivés) et peut émettre, signer, approuver ou ratifier tout document et peut faire et autoriser toutes choses et tous actes qui sont nécessaires à la préparation, l'exécution ou la liquidation de la Titrisation ou y sont accessoires.

La Société peut céder, transférer ou disposer d'une partie ou de la totalité des Actifs Sous-Jacents d'une manière et pour un prix, comme le gérant unique, ou le cas échéant le conseil de gérance ou toute autre personne nommée à cette fin l'aura convenu à ce moment et en général gérer les Actifs Sous-Jacents sur une base continue. La Société peut employer la totalité ou une partie de tout revenu ou rendement provenant des Actifs Sous-Jacents (y compris le produit de la vente qui en résulte) en vue d'acquérir d'autres ou davantage d'Actifs Sous-Jacents (directement ou indirectement) ou de financer un engagement ou une obligation et elle peut réinvestir toute somme perçue de la manière qu'elle juge appropriée.

La Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, directement ou indirectement liée à ou nécessaire à la réalisation de son objet. La Société peut, en tant que de besoin, détenir des fonds provenant

d'émissions de ses parts sociales ou autres valeurs mobilières de la Société. Par ailleurs, la Société peut conserver certains fonds n'ayant pas été distribués conformément aux conditions de sa politique de dividendes. Le gérant unique ou le cas échéant le conseil de gérance, peut décider d'affecter des fonds sur un compte ou un compte de réserve ayant été ouvert par la Société afin de détenir, à tout moment, suffisamment de fonds pour couvrir les frais et dépenses relatifs aux activités de la Société, tels qu'établis par le gérant ou le cas échéant par le conseil de gérance.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment suivant une résolution des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des Statuts.

**Art. 4. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le gérant unique, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant unique ou le cas échéant le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à onze mille Livres Sterling (GBP 11.000) divisé en un million cent mille (1.100.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un penny de Livre Sterling (GBP 0,01) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts peut procéder au rachat de ces propres parts sociales par résolution de ces associés.

Toute prime d'émission disponible ou autre réserve est librement distribuable.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément donné par les associés représentant au moins soixante-quinze pourcent du capital de la Société.

**Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité simple, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans cause (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, précisément des gérants de classe A et des gérants de classe B. Toute classification de gérant(s) devra être dûment constatée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire.

L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature jointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B en toutes circonstances et par la signature individuelle d'un gérant pour les actes et opérations suivants:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;
- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance par deux gérants, étant entendu que s'il existe des classes de gérants, des pouvoirs de signature seront délégués par un gérant de classe A et par un gérant de classe B en toutes circonstances ou, concernant les pouvoirs de signature accordés à chacun des gérants conformément à cet article 7, par la signature individuelle de chaque gérant.

**Art. 8. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots "demande", "action", "plainte" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots "responsabilité" et "dépenses" devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

- (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;
- (ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou
- (iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

**Art. 9. Droits de vote des associés.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10. Assemblées des associés.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions.



Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

**Art. 11. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

**Art. 12. Comptes annuels.** Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels à la fin de l'année sociale.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

**Art. 13. Audit.** Les comptes annuels et les comptes consolidés (s'il y en a) devront être audités par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommé(s) par le gérant unique ou par le conseil de gérance en cas de plusieurs gérants, conformément au chapitre 4 de la Loi Titrisation, pour une période n'excédant pas un (1) an. Tout réviseur ainsi nommé peut être démis de ses fonctions par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance. Tout réviseur peut être réélu.

**Art. 14. Distributions.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision de l'assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission et tout autre réserve disponible peut être distribué aux associés par une décision de l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission ou de tout autre compte de réserve disponible à la réserve légale.

**Art. 15. Dissolution.** Au cas où la Société est dissoute, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 16. Associé Unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

**Art. 17. Loi Applicable.** Tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts devra être déterminé conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi Titrisation.

#### *Souscription et Libération*

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, Cooper Holdings, L.P. a souscrit et intégralement libéré un million cent mille (1.100.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un penny de Livres Sterling (GBP 0,01) chacune, pour un prix total de souscription de onze mille Livres Sterling (GBP 11.000). Preuve du paiement du prix de souscription de onze mille Livres Sterling (GBP 11.000) a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Dépenses, Evaluation*

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ EUR 3.000,-.

#### *Décisions extraordinaires de l'associé unique*

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:  
5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme suit:

*Classe A*

Pedro Fernandes das Neves, né le 15 octobre 1974 à São Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Gérant de Classe A.

*Classe B*

Jennifer Brown, née le 22 mai 1974 à Ohio, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à 345, California Street, Suite 3300, San Francisco, Californie 94104, Etats-Unis d'Amérique, Gérant de Classe B.

3. La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31<sup>ème</sup> jour de mois de décembre 2014.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte en original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signé: T. KAUFFMAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46708. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147260/555.

(130180067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

**West & Orient Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.072.

*Extrait des principales résolutions prises lors de L'assemblée générale ordinaire du 19 septembre 2013 tenue au siège social de la société.*

Il a été décidé de renouveler les mandats des gérants en place jusqu'à l'assemblée des associés statuant sur les comptes 2013 et devant se tenir en 2014.

Ces gérants sont:

- Monsieur Graham Edwards, gérant technique,
- Monsieur Patrick Sganzerla, gérant administratif
- Mademoiselle Lorraine Ponchel, gérant administratif

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Pour West & Orient Invest S.à r.l.

Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.

Expert-Comptable

Signature

Référence de publication: 2013150236/21.

(130183105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2013.

**C.C.G S.à.r.l, CCG International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 54.550.

L'an deux mil treize, le vingt-septième jour de septembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1° Madame Florence CHRISNACH, sans état particulier, née le 17 septembre 1930 à Dudelange, demeurant à L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons Malades,



2° Monsieur Norbert HORSMANS, administrateur de sociétés, né le 29 décembre 1930 à Voerendaal (Paybas), demeurant à L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons Malades;

3° Monsieur Marco HORSMANS, employé privé, né le 13 juin 1958 à Dudelange, demeurant à L-4316 Esch-sur-Alzette, 16B, rue de Schifflange;

tous ici représentés par Monsieur Patrick CHRISNACH, gérant de sociétés, né le 10 juillet 1971 à Luxembourg, demeurant à L-2430 Luxembourg, 31, rue Michel Rodange, en vertu de trois (3) procurations délivrées sous seing privé, lesquelles, après avoir été signées „ne varietur" par les comparants et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée CCG INTERNATIONAL, en abrégé: C.C.G. S.à r.l., avec siège social à L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons Malades, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 54.550, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 mars 1996, publié au Mémorial C numéro 332 du 11 juillet 1996, modifié en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné le 9 décembre 2009, publié au Mémorial C numéro 277 du 9 février 2010.

Ensuite, les comparants, représentés comme dit ci-avant, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée CCG INTERNATIONAL, en abrégé: C.C.G. S.à r.l., ont pris la résolution unique suivante:

*Résolution unique*

Les associés décident de modifier l'objet social de la société et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts comme suit:

« **Art. 3.** La Société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- Toutes activités de négoce et de prestations de services non spécialement réglementées.
- L'acquisition et la vente, la location, la mise en valeur et l'administration pour compte propre de tous biens immobiliers, de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces.
- La participation à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale. Elle peut accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

Plus généralement, la Société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à son objet social et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement."

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société dans le cadre de l'objet social précité, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Patrick Chrisnadi, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 01 octobre 2013. LAC / 2013 / 44511. Reçu 75.-€.

*Le Receveur (signé): Irène Thill.*

- Pour copie conforme - Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 8 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141154/54.

(130172597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

**agri.capital Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.659.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°67543 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013153928/10.

(130188464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.